



CCPA

CANADIAN CENTRE
for POLICY ALTERNATIVES

CENTRE CANADIEN
de POLITIQUES ALTERNATIVES

*Présentation au Comité permanent des
finances de la Chambre des communes*

ÉTUDE SUR
L'INÉGALITÉ DES REVENUS
AU CANADA
QUE PEUT-ON FAIRE?

*Armine Yalnizyan
Économiste principale
Centre canadien de politiques alternatives
30 avril 2013*

Je vous remercie de me donner l'occasion de vous parler de l'inégalité des revenus au Canada et des mesures que l'on peut prendre pour en limiter l'accroissement.

Auparavant, l'inégalité des revenus devenait plus prononcée en période de récession et se résorbait en période de croissance soutenue de l'emploi. Cependant, depuis une génération, l'inégalité des revenus augmente en période de croissance économique vigoureuse, au Canada et ailleurs dans le monde.

L'inégalité des revenus est devenue une autre vérité des temps modernes qui dérange et pose un défi aussi grand pour l'économie, la santé et l'avenir que pour l'équilibre du climat. Et tout comme le réchauffement de la planète, l'inégalité des revenus attire son lot de négateurs. Or, le Canada aurait avantage à écouter non seulement le message, mais aussi ses porteurs sur la scène internationale, qui ont sonné l'alarme au sujet des répercussions possibles du statu quo sur l'équité et l'efficacité.

Le Fonds monétaire internationalⁱ a prouvé qu'un écart prononcé des revenus contribue à accroître la volatilité des marchés et nuit à la croissance économique à long terme.

Une analyse réalisée par la Banque mondialeⁱⁱ établit un lien entre la mondialisation, l'inégalité croissante des revenus et la démocratie, soulevant la question brûlante de savoir si l'inégalité menace le capitalisme démocratique lorsque rien n'est fait pour la corriger.

Miles Corak, universitaire canadien de renommée internationale, a écritⁱⁱⁱ que plus l'inégalité des revenus est grande chez les adultes d'un pays, moins sera grande la mobilité économique de leurs enfants.

Ces tendances sont observées non seulement à l'étranger, mais touchent aussi le Canada.

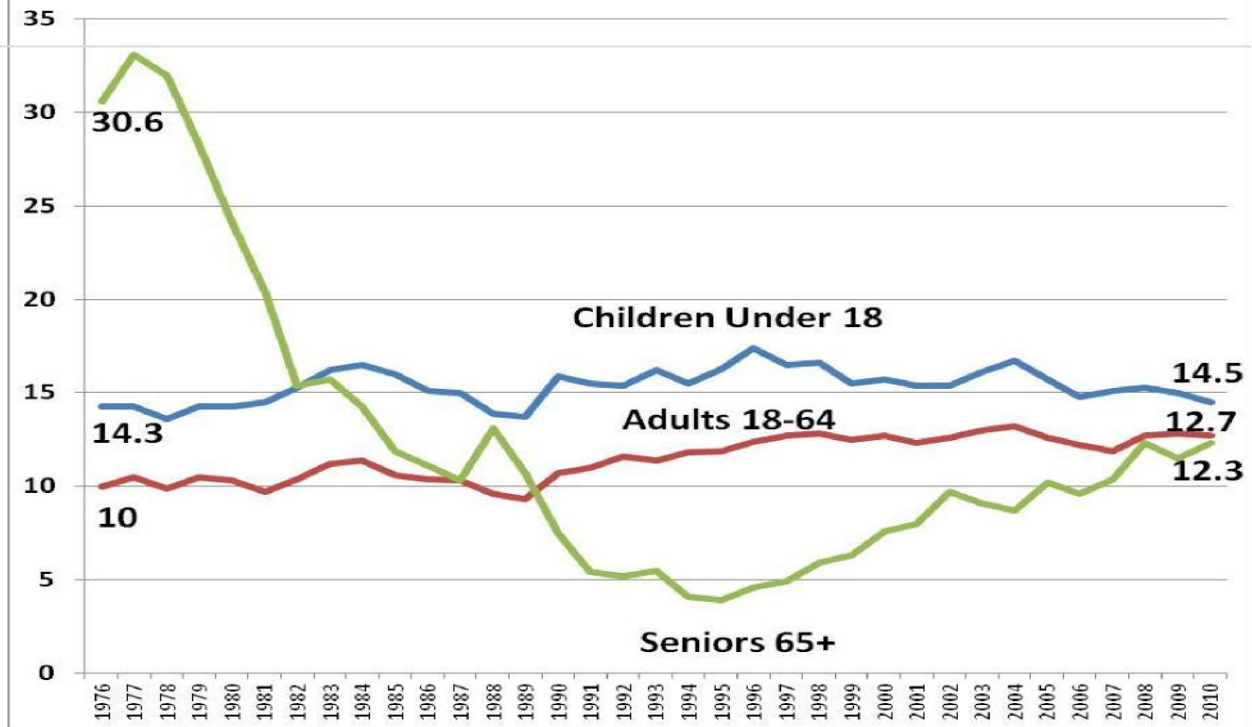
Le Conference Board du Canada^{iv} a pourtant émis un avertissement : si on ne prend pas de mesures pour aplanir l'inégalité croissante des revenus, on perdra du potentiel, les coûts augmenteront, on laissera filer des possibilités et on pourrait faire face à de l'agitation sociale^v.

Des données de l'Organisation de coopération et de développement économiques^{vi} (OCDE) montrent qu'entre le milieu des années 1980 et 1990, le Canada a résisté aux tendances internationales en matière de croissance de l'inégalité des revenus, mais que, depuis, il a reculé plus rapidement que tout autre pays au classement mondial des pays les plus égaux, passant du 14^e au 22^e rang, c'est-à-dire d'une égalité supérieure à la moyenne à une égalité inférieure à la moyenne. Au cours de la même période, l'inégalité a été réduite dans 15 des 34 pays membres de l'OCDE.

Le Centre for Urban and Community Studies de l'Université de Toronto a lancé une étude novatrice^{vii} sur les grandes villes canadiennes, qui illustre comment la polarisation des revenus a entraîné une polarisation spatiale, se traduisant par une augmentation des quartiers riches et pauvres, mais une diminution des quartiers de la classe moyenne.

La promesse de possibilités égales sonne faux pour les enfants dont les perspectives d'avenir dépendent de plus en plus de leur environnement, notamment de la qualité de leurs écoles et de l'offre récréative locale ainsi que de l'accès à l'emploi. Lorsqu'on peut prédire si une personne est pauvre à partir de son code postal, on a un sérieux problème. De 1981 à 2010, si l'on tient compte de l'inflation, la croissance économique a plus que doublé; pourtant, la pauvreté a continué de croître chez les adultes en âge de travailler et les personnes âgées. Chez les enfants de moins de 18 ans, le taux de pauvreté se rapproche du taux enregistré dans le milieu des années 1970, mais il est plus élevé qu'en 1989, année où les parlementaires avaient décidé, à l'unanimité, d'éradiquer la pauvreté des enfants d'ici l'an 2000. Cet objectif, qui peut sembler utopique, est toutefois sur le point d'être atteint dans d'autres pays développés, comme le Danemark, la Suède, la Norvège et la Finlande^{viii}.

Percent of People with Incomes below the Low Income Measure (After Tax), by age, Canada, 1976-2010



Source : Statistique Canada. *Tableau 202-0802 - CANSIM*

Percent of People with Incomes below the Low Income Measure (After Tax) by age, Canada, 1976-2010

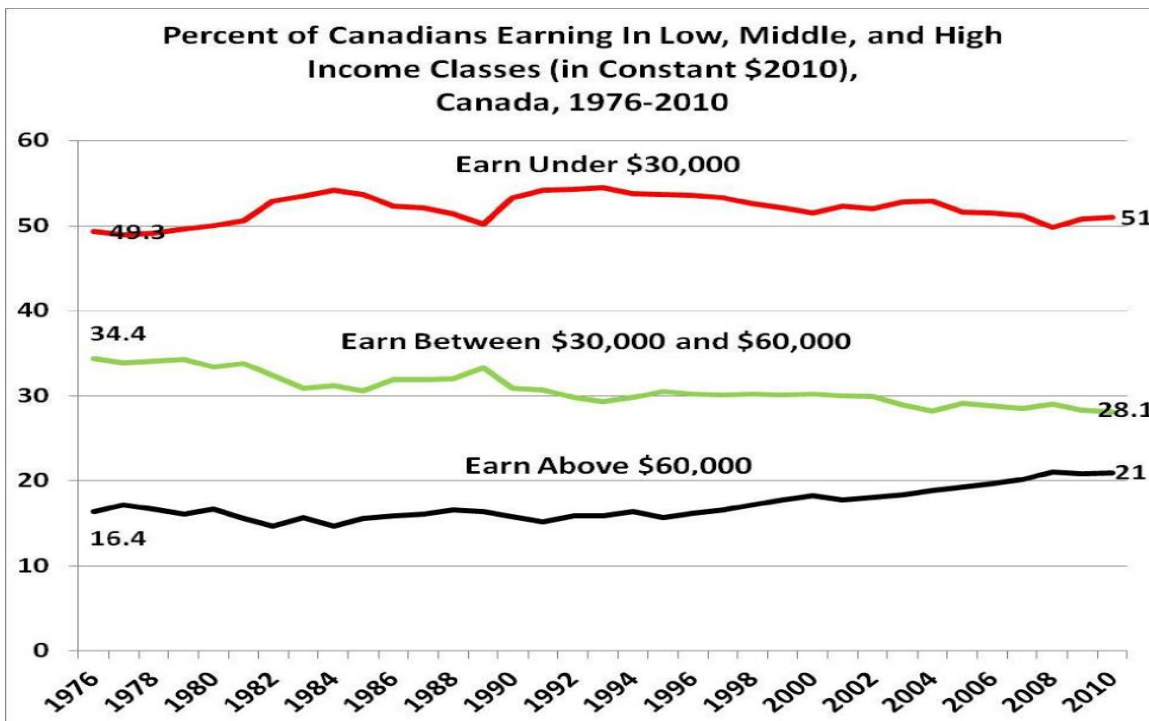
Pourcentage de personnes ayant un revenu inférieur à la mesure de faible revenu (après impôt) par groupe d'âge, Canada, 1976-2010

Children Under 18 : Enfants de moins de 18 ans

Adult 18-64 : Adultes entre 18 et 64 ans

Seniors 65+ : Personnes âgées de 65 ans et plus

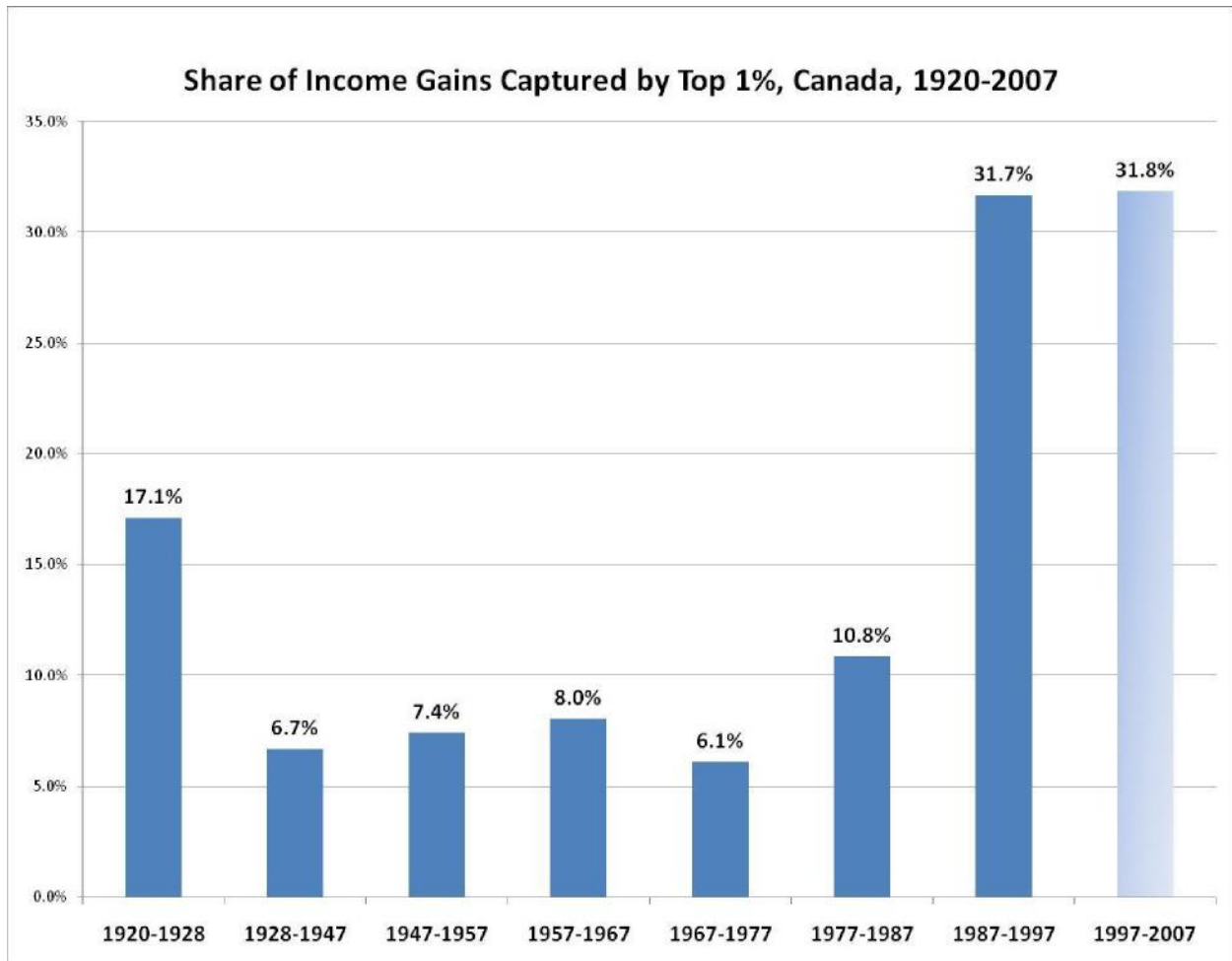
L'assiette économique a plus que doublé, mais le pourcentage de Canadiens qui, en tenant compte de l'inflation, gagnent entre 30 000 \$ et 60 000 \$ – ce que l'on appelle la classe moyenne – continue de diminuer. Il importe de noter que cette classe est en fait supérieure à la moyenne car, depuis 2010, plus de 50 % des Canadiens ont un revenu inférieur à 30 000 \$, pourcentage légèrement plus élevé de la population active qu'au milieu des années 1970, en valeur constante.



Source : Statistique Canada, Tableau 202-0101, CANSIM

Percent of Canadians earning in Low, Middle and High Income Classes (in Constant\$2010), Canada, 1976-2010
 Pourcentage de revenu des Canadiens des classes inférieure, moyenne et supérieure (en dollars constants 2010), Canada, 1976-2010
 Earn Under \$30,000 – Moins de 30 000 \$
 Earn between \$30,000 and \$60,000 – Entre 30 000 \$ et 60 000 \$
 Earn above \$60,000 – Plus de 60 000 \$

Une plus grande part qu'auparavant des gains attribuables à la croissance des revenus se retrouve dans les poches des personnes et des familles à revenu élevé. Selon des données fiscales relatives aux particuliers, ce sont les Canadiens les mieux nantis, qui représentent 1 % de la population, qui ont empêché 32 % des hausses de revenu totales de 1997 à 2007^{ix}. Trouvez-vous cela normal? Cela équivaut à quatre fois le gain affiché durant une période de croissance semblable dans les années 1960 et presque deux fois le gain réalisé par ce même groupe dans les Années folles. C'est du jamais vu, économiquement parlant.



Source : Yalnizyan, *Rise of Canada's Richest 1%*^{ix}

Share of Income Gains Captured by Top 1%, Canada, 1920-2007

Part des hausses de revenus chez les personnes appartenant à la tranche de 1 % des mieux nantis, Canada, 1920-10075

Sur une période de 35 ans, la moitié des Canadiens en âge de travailler auraient eu à vivre d'un revenu nettement inférieur à celui de leurs prédécesseurs sans les mesures mises en place par le gouvernement. Même lorsque l'on tient compte de l'inflation, les Canadiens en âge de travailler qui font partie des 40 % les plus pauvres doivent composer avec un revenu après impôt inférieur à celui de leurs homologues au milieu des années 1970.

La globalisation et l'évolution des technologies sont souvent invoquées pour expliquer la croissance généralisée de l'inégalité des revenus. Toutefois, la situation n'est pas inévitable, comme les chiffres le montrent dans d'autres pays.

Le gouvernement du Canada a un rôle important à jouer pour corriger l'inégalité croissante des revenus, et plusieurs options s'offrent à lui.

- 1) Mesures en appui direct du revenu :** Le gouvernement peut améliorer la Prestation fiscale pour le revenu de travail, les crédits d'impôt remboursables, la Prestation fiscale pour enfants, le Supplément de revenu garanti ou la Sécurité de la vieillesse. Il peut aussi mettre en place des réformes plus ambitieuses, comme l'instauration d'un revenu minimal garanti. En améliorant le régime d'assurance-emploi, il pourrait accroître le revenu des chômeurs et aider notre macro-économie à mieux résister aux récessions.
- 2) Appui indirect :** Les gouvernements de huit provinces et territoires se sont engagés à mettre en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté. Le gouvernement fédéral devrait appuyer ces initiatives, qui seraient adaptées à chaque région, et souligner les pratiques exemplaires. L'alternative budgétaire fédérale mentionnait un tel plan^x.
- 3) Mesures fiscales :** S'il n'est pas question d'imposer de nouvelles taxes, il est essentiel de veiller à ce que le régime fiscal actuel ne soit pas compromis davantage. Pour assurer l'application des règles existantes, le gouvernement doit accroître l'effectif de l'Agence du revenu du Canada plutôt que de le réduire et poursuivre sa lutte contre l'évasion fiscale. Il doit également éviter de créer d'autres abris fiscaux et ne pas permettre le fractionnement du revenu pour les familles avec de jeunes enfants, car ce genre de mesures a pour effet d'élargir les écarts de revenus, comme l'ont indiqué la Bibliothèque du Parlement en 2007 et le ministère des Finances en février 2013^{xi}.
- 4) Soutien et services accrus :** Le gouvernement peut cibler les recettes supplémentaires qu'il a touchées ou auxquelles il n'a pas renoncé (propositions au point 3) et les réinvestir, par exemple, dans des programmes de garde d'enfants, de transport en commun, de logement et d'éducation post-secondaire, afin d'alléger le fardeau des ménages à revenus faibles ou moyens.
- 5) Améliorer les politiques et la réglementation relatives au marché du travail :**
 - a) La préoccupation la plus immédiate concerne le programme des travailleurs étrangers temporaires. Le gouvernement a annoncé des règles plus strictes hier, mais il doit faire plus pour que programme ne serve pas à remplacer des travailleurs canadiens par des travailleurs étrangers. Le gouvernement doit se montrer plus transparent au sujet des employeurs qui demandent un avis concernant l'impact sur le marché du travail^{xii} et de la façon dont les salaires courants sont fixés et appliqués.

Ces informations devraient être mises à jour tous les mois et affichées sur un site Web réservé à la question. Le gouvernement doit aussi limiter les exemptions et dispenses touchant les exigences minimales en matière d'annonce et de recrutement^{xiii}. Il doit appliquer les règles existantes et prouver qu'il le fait.

- b) Dans la mesure du possible, il faut aussi uniformiser les règles du jeu sur le marché du travail. Alors que les entreprises unissent leurs forces et que les employeurs ont un pouvoir accru de négociation, le gouvernement ne devrait pas nuire à la constitution de syndicats ni aux négociations collectives. La corrélation entre l'égalité, l'accroissement de la classe moyenne et les syndicats est bien établie, comme vous l'expliquera ce matin M^{me} Nicole Fortin^{xiv} de l'Université de la Colombie-Britannique.

Toutes ces mesures peuvent réduire l'inégalité des revenus et améliorer les perspectives d'avenir de bien des gens. À tout le moins, la politique publique ne devrait pas exacerber les forces du marché qui contribuent à creuser l'inégalité des revenus au Canada.

BIBLIOGRAPHIE ET NOTES EN FIN DE TEXTE

<http://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2011/sdn1108.pdf> [en anglais seulement]

ⁱⁱ <http://www->

wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDSP/IB/2002/09/24/000094946_02091005203146/Rendered/PDF/multi0page.pdf [en anglais seulement] et <http://www.theglobalist.com/storyid.aspx?storyid=9934> [en anglais seulement]

ⁱⁱⁱ <http://mileskorak.com/2012/01/12/here-is-the-source-for-the-great-gatsby-curve-in-the-alan-krueger-speech-at-the-center-for-american-progress/> [en anglais seulement]

^{iv} <http://www.conferenceboard.ca/hcp/details/society/income-inequality.aspx> [en anglais seulement]

^v <http://www.conferenceboard.ca/insideedge/2011/nov2011/nov7-pres-message.aspx> [en anglais seulement]

^{vi} <http://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=b156e1e2-5123-4c41-9019-40f8b927555b&themetreeid=21>

^{vii} <http://neighbourhoodchange.ca/> [en anglais seulement]

^{viii} <http://www.conferenceboard.ca/hcp/details/society/child-poverty.aspx> [en anglais seulement]

^{ix}

<http://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2010/12/Richest%201%20Percent.pdf> [en anglais seulement]

^x

http://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2013/03/AFB2013_MainDocumentFRENCH.pdf, p.137

^{xi} <http://behindthenumbers.ca/2011/04/26/dispelling-middle-class-myths/> [en anglais seulement] selon le rapport de la Bibliothèque du Parlement <http://www.parl.gc.ca/content/LOP/ResearchPublications/prb0636-f.pdf> et le rapport de Finances Canada sur les dépenses fiscales en 2012 <http://www.fin.gc.ca/taxexp-depfisc/2012/taxexp1202-fra.asp>

^{xii} 33 000 entreprises ont présenté une demande de juin 2010 à juin 2012, selon des documents obtenus par le *Globe and Mail*. <http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/economy/jobs/the-long-list-of-canadian-firmsthat-have-sought-temporary-foreign-workers/article11113782/?page=all> [en anglais seulement]

La liste se trouve à l'adresse

suivante : <https://docs.google.com/a/cbc.ca/spreadsheet/ccc?key=0AjTviDIapT5adFBVTIhxZzBEVINaZEZDUk1ibThOa2c#gid=0> [en anglais seulement]

^{xiii} http://www.rhdcc.gc.ca/fra/emplois/travailleurs_etrangers/variations.shtml

^{xiv} <http://www.parl.gc.ca/Content/HOC/Committee/411/FINA/WebDoc/WD6079428/411FINAICBriefs/FortinNicoIeB8639622.pdf>